



PiÃ©gÃ©s et sans voix: les Palestiniens dÃ©crits dans le plan de Trump

Description

Le monde nÃ©entend pas nos rÃ©cits et ne voit pas notre rÃ©alitÃ©, pourquoi serait-il solidaire avec nous ?

par [Ahmed Abu Artema](#)



Des Palestiniens manifestant contre le plan du prÃ©sident Donald Trump pour le Moyen-Orient, face aux forces israÃ©liennes dans la vallÃ©e du Jourdain, en Cisjordanie occupÃ©e [Raneen Sawafta/Reuters]

Le Â« plan pour le Moyen-Orient Â» de Donald Trump est totalement alignÃ© sur lâ??agenda israÃ©lien et ignore le problÃ©me fondamental au cÅur de la situation depuis plus de 70 ans.

Les Palestiniens ne se battent pas pour amÃ©liorer leurs conditions de dÃ©tention, nous voulons le retour des rÃ©fugiÃ©s et la fin de lâ??occupation.

Dans la situation actuelle, nous Palestiniens sommes piÃ©gÃ©s, avec trÃ©s peu de libertÃ© de mouvement et personne pour raconter lâ??histoire de notre point de vue. Cela ne va pas changer avec ce Â« deal Â», surtout avec la communautÃ© internationale qui dÃ©tourne le regard de ce quÃ©est la rÃ©alitÃ© sur le terrain pour les personnes ordinaires.

CÃ©est lorsque je voyage que je ressens le plus durement lâ??isolement auquel les Palestiniens sont soumis. Ce que jÃ©aime le plus dans le voyage, cÃ©est la libertÃ© de mouvement : pouvoir monter dans une voiture, Ã©couter de la musique et juste dÃ©marrer.

Mais, plus de 70 ans aprÃ©s que la DÃ©claration universelle des droits de lâ??homme a affirmÃ© le droit Ã la libertÃ© de mouvement, ce nÃ©est pas quelque chose que la plupart des Palestiniens peuvent envisager.

Les gens du monde entier exercent ce droit tous les jours, sans même réaliser peut-être qu'ils en jouissent. Mais pour ceux qui vivent dans les territoires palestiniens qui sont fondamentalement un camp de détention entouré de barrières, de murs et de tours de contrôle qui essayent de l'exercer, c'est risquer sa vie.

À Gaza et en Cisjordanie, pour voyager, il faut obtenir un permis du gouvernement israélien, puis être mis sur une liste d'attente administrative par le ministère de l'Intérieur de Gaza. En conséquence, la vaste majorité des Gazaouis n'ont pas quitté la Bande de Gaza depuis le début du blocus israélien en 2007. On ne prend généralement la décision de voyager qu'en cas d'extrême nécessité, pour un traitement médical urgent par exemple.

Il y a quelques mois, j'ai reçu de NOVACT, l'Institut international pour l'action non violente, basé en Espagne, l'invitation à donner une tournée de conférences, en collaboration avec d'autres organisations civiles, sur la situation à Gaza. On m'a demandé de parler en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en République tchèque, en Italie, en Finlande, aux Pays-Bas, en France et en Slovaquie. Dès que j'ai reçu le visa Schengen accordé pour ces conférences, je me suis fait inscrire sur la liste d'attente pour les voyages, à Gaza.

J'ai attendu deux mois.

Les conversations que j'ai eues avec mes collègues européens pendant ce temps résumaient parfaitement les différences entre nos expériences et nos attentes.

Ils devaient planifier mes activités.

« Quel jour ? », demandaient-ils.

« Je ne peux pas vous le dire », je répondais. « Je n'ai pas le pouvoir de le décider. »

« D'accord, alors quelle semaine ? », répondaient-ils.

« Je ne le sais pas non plus », leur disais-je. « On ne pourra planifier que quand j'aurai effectivement quitté Gaza. »

« Alors, ce sera en quel mois ? »

« Peut-être en décembre, peut-être en janvier. Dès que je pourrai voyager, je vous le ferai savoir. »

Lorsque j'ai finalement reçu l'autorisation de voyager, ma joie était teintée de tristesse à l'idée que mes compatriotes ne pouvaient pas jouir de ce simple droit.

Sur la route allant d'Allemagne en République tchèque, puis de République tchèque en Autriche, il n'y avait aucune frontière pour m'indiquer que j'entrais dans un nouveau pays. La seule information me venait du message de bienvenue de mon opérateur sur mon téléphone portable.

Je pouvais passer par des aéroports européens sans inscription, liste d'attente et long interrogatoire. Je pouvais descendre d'un avion et aller vers la sortie sans être arrêté par un

officier de la sécurité. C'était un choc pour moi.

Des dizaines de militants rencontrés en Europe m'ont raconté avoir visité la Palestine. L'idée qu'ils avaient parcouru nos villes, découvert notre culture, mangé notre nourriture et ressenti la chaleur de notre soleil me faisait plaisir. « Est-ce que vous avez visité Gaza ? », je leur demandais ensuite. « Non, seulement la Cisjordanie », répondaient-ils invariablement. « Israël ne nous a pas donné l'autorisation de visiter Gaza. »

Non seulement les Gazaouis sont enfermés à l'intérieur, mais les autres sont enfermés à l'extérieur. Et cet isolement nous tue et tue notre capacité à nous raconter. Quand les gens ne nous connaissent pas, qu'ils ne voient pas notre réalité, les chances qu'ils soient solidaires avec nous diminuent.

Pendant ma tournée en Europe, j'ai vu clairement ce que cela implique quand les Palestiniens de Gaza ne peuvent pas raconter leur histoire. Des personnes qui ne connaissaient rien de la longue histoire du rôle important des Juifs dans le tissu social arabe, m'ont demandé de nombreuses reprises pourquoi les Arabes étaient si hostiles aux Juifs.

On me sondait sur le rôle du Hamas dans la Grande marche du retour et des manifestations pacifiques de Palestiniens tous les vendredis et s'il était responsable de l'usage excessif de la force par l'armée israélienne contre les manifestants. Je répondais que selon OCHA, 213 Palestiniens avaient été tués depuis que les manifestations avaient débuté en mars 2018 et plus de 36 000 blessés, beaucoup ayant maintenant des handicaps permanents. Au contraire, aucun Israélien n'est mort.

On me demandait pourquoi nous ne voulions pas simplement faire la paix avec les Israéliens. Mais la paix ne peut pas être initiée par les victimes quand il y a occupation, déplacement forcé et oppression, je leur répondais.

Maintenant que le plan de Trump pour le Moyen-Orient nous condamne au silence plus que jamais, nous Palestiniens, ainsi que nos histoires et notre réalité, l'Europe doit prendre une décision.

L'UE exprime depuis des années sa « profonde inquiétude » face aux assassinats ciblés et aux colonies illégales. Mais les militants propalestiniens sont de plus en plus exposés à la censure et des restrictions leur action dans les pays européens.

En mai dernier, l'Allemagne a adopté une résolution symbolique qualifiant le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) d'antisémitisme alors même que ses demandes se basent sur le droit international et que les méthodes qu'il utilise sont pacifiques.

En décembre, le parlement français a adopté une résolution assimilant l'antisionisme à une forme d'antisémitisme.

L'Europe est aujourd'hui devant un vrai test : est-ce qu'elle va accorder plus de valeur aux principes de la liberté d'opinion, d'expression et de mouvement, et au droit international sur lequel ils se basent, ou est-ce qu'elle va contribuer à maintenir le silence auquel les Palestiniens sont réduits et les laisser bécillonnés ?

Si l'Europe et la communauté internationale approuvent le plan de Trump pour le Moyen-Orient
un plan dans lequel les Palestiniens n'ont aucune voix au chapitre la réponse sera claire.

Traduction : MUV pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al Jazeera](#)

date création

2020/01/31